

CRIMINALITÉ DANS LA CAPITALE

Hamel nie l'existence de gangs

«Je confirme malheureusement la connexion entre les réseaux de trafic de drogue et les groupes terroristes», a déclaré le directeur général de la Sûreté nationale, le général-major Abdelghani Hamel, à Boumerdès, où il était venu, accompagné des principaux hauts cadres de son département, présider les festivités organisées par la Sûreté de wilaya.

Appréhendant la suite des questions de son auditoire, le conférencier avait au départ averti les journalistes qu'il n'aborderait

pas le volet de la lutte antiterroriste, qui, selon lui, est du ressort d'autres institutions nationales, sans pour autant citer les ins-

tances en question. Le DGSN rejette l'idée de l'existence de gangs qui terrorisent des quartiers populaires de l'Algérois. «Je ne connais pas de gangs. Il y a plusieurs formes de criminalité et une violence urbaine qui mettent en cause des groupes.»

Insistant sur l'inexistence de gangs, il ajoutera : «Il ne s'agit que de délinquants qui sont peut-être eux-mêmes victimes de quelque chose.» A la question que nous lui avons adressée concernant l'abandon des espaces publics (trottoirs, rues, jardins et espaces verts) dans les centres urbains aux divers trafiquants et commerçants illégaux, le conférencier précisera : «Dans le cadre de la police administrative, les tâches qui nous incombent sont exécutées pleinement. A chaque fois qu'une infraction est commise, elle est portée à la connaissance de l'autorité admi-



Abdelghani Hamel.

nistrative. Nous n'avons jamais tourné le dos à quelque chose qui nous est dévolu.»

En clair, l'autorité administrative civile ne joue pas son rôle. Le patron de la DGSN a annoncé la

révision des programmes de formation des fonctionnaires de la Police nationale. Il a, par ailleurs, démenti le changement de tenue des policiers.

Abachi L.

«Le syndicat de police : c'est moi»

Questionné sur l'éventuelle création d'un syndicat des fonctionnaires de la Police nationale, le général-major, Abdelghani Hamel, directeur général de la Sûreté nationale, a donné cette réponse : «Le syndicat de police, c'est moi. C'est moi qui défends les droits des fonctionnaires de la police.» Dans sa réponse, le patron de la Sûreté nationale a cependant laissé entendre que la création de ce syndicat relève de la décision politique. «Le jour où on me dira de mettre en place un syndicat de police, j'exécuterai l'ordre. Ce n'est pas le cas présentement.»

A. L.

CONTRAINTES VÉCUES PAR LES VOYAGEURS

Benatallah s'informe sur leur accueil à Annaba

Poursuivant sa tournée à travers les ports du pays pour s'enquérir de visu de l'accueil réservé aux familles rentrant au pays pour des vacances estivales, le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Halim Benatallah, était ce lundi à Annaba.

Durant plus de six heures passées dans l'enceinte portuaire, le membre du gouvernement a eu à prendre connaissance, en premier lieu, des mesures prises par les responsables de l'Entreprise du port autonome d'Annaba (EPAN) et des services des douanes et de police des frontières, avant d'effectuer une virée à bord du puissant remorqueur Mazafran (3 400 ch).

Au salon d'honneur du port, Halim Benatallah a mis l'accent sur les délais très longs enregistrés ces dernières années à travers les ports dans l'accueil des nationaux vivant à l'étranger. Il dira : «Que ce soit au départ ou à l'arrivée, il a été constaté ces dernières années des retards inexplicables dans le traitement des voyageurs. Ce qui porte un grave préjudice à la crédibilité des entreprises nationales telle la CNAN, voire même Air Algérie qu'on boudait du fait des tracasseries bureaucratiques et autres retards. Au-delà de ces entreprises, c'est la crédibilité de l'Etat algérien qui en prend un coup. Cette situation doit changer dans les meilleurs délais. Et c'est ce que nous avons commencé à constater au début de cet été par rapport à l'année passée. Le timing au port se rapproche des normes qui sont en moyenne de trois heures. L'effort existe, mais il faut plus de dispositifs. Toutes contraintes confondues, il faut dire qu'il y a une amélioration», a fait savoir Halim Benatallah.

Ce fut ensuite l'arrivée du car ferry *El Djazair II* en provenance de Marseille. A bord, 843 passagers et 285 véhicules. Pour les passagers, les formalités de douane et de police ont été effectuées en moins de 1h30. Mais il a fallu quelque trois heures pour que le dernier véhicule quitte



Halim Benatallah.

l'enceinte du port. Le temps pris dans le contrôle des véhicules et de leurs propriétaires aurait pu être moindre s'il y avait des dispositifs plus performants, tel l'outil informatique pour les agents de la PAF. Toujours est-il que ce temps a diminué par rapport à celui enregistré lors des deux escales du *Tarek Ibn Ziad* les 7 et 20 juin dernier et qui était respectivement de 3 heures 55 minutes et 3 heures 40 minutes.

Le traitement des véhicules se fait au niveau d'un ancien hangar de plus de 3 000 m² faisant office de gare maritime. Vétuste, datant de l'époque coloniale, cet espace primordial pour l'activité portuaire sera prochainement rasé pour laisser place à un bâtiment neuf plus fonctionnel. Ce projet est inscrit par l'EPAN. Mais, entre-temps, les responsables de l'entreprise portuaire d'Annaba ont mis les moyens qu'il faut pour rendre la bâtisse mieux adaptée aux attentes des voyageurs.

A cet effet, ils ont installé deux climatiseurs de 50 000 BTU chacun et ont en commandé deux autres de 90 000 BTU qui seront réceptionnés incessamment, a-t-on appris. En apprenant cela, et devant l'immensité des lieux, le ministre, s'adressant au DG de l'EPAN, a eu cette remarque : «On ne peut pas climatiser la nature.» A noter, qu'auparavant, le membre du gouvernement s'est rendu, à sa descente d'avion, à la nouvelle aérogare Rabah-Bitah où

il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation de cette structure moderne pouvant accueillir 700 000 voyageurs et qui pourrait être extensible à un million de voyageurs, présentant actuellement un taux d'avancement de 70%. Le parking avion E sera livré en novembre prochain pour laisser la place à l'entame du parking J.

Selon la directrice des travaux publics d'Annaba, il est prévu la réalisation de deux parkings et de canaux d'assainissement le long des pistes. L'ensemble sera livré au premier trimestre 2013, nous fera savoir la DTP qui gère dans ce projet un montant de 4,3 milliards de dinars, représentant près du double du montant réservé à l'aérogare proprement dite et qui est estimé à 2,3 milliards de dinars. Au niveau de cette aérogare, Halim Benatallah s'est enquis auprès du SG de la wilaya de Annaba qui l'avait accompagné dans sa visite de travail de l'ouverture officielle de cette aérogare. Celui-ci lui a répondu qu'elle est prévue pour la fin du premier trimestre 2013.

D'un contact aisé, le ministre a réussi à s'informer à Annaba des contraintes et autres difficultés rencontrées aux frontières par les usagers du transport maritime, notamment les nationaux qui préfèrent passer en famille leurs vacances au pays.

A. Bouacha

ILS LANCENT UNE CONFÉDÉRATION

GÉNÉRALE PATRONALE

Les entrepreneurs du BTP

veulent participer aux tripartites

La Confédération générale du patronat du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CGP-BTPH) est née, avec l'ambition de participer aux réunions tripartites. Une nouvelle organisation patronale, dont l'assemblée constitutive s'est tenue hier à l'hôtel Hilton, à Alger, vient d'être créée à l'initiative de l'Union générale des entrepreneurs algériens (UGEA), une organisation présente dans 42 wilayas du pays.

Appelée à regrouper les différents maillons de l'industrie du BTPH (entrepreneurs, industriels en matériaux de construction et équipementiers, architectes, ingénieurs...), la CGP-BTPH, est «ouverte à toute adhésion», a déclaré le président de l'UGEA, Abdelmadjid Dennouni. En ce sens, cette Union a entamé une démarche de sensibilisation des professionnels du BTPH notamment les briquetiers, et des contacts sont en cours avec quelques organisations patronales, affirme M. Dennouni.

Et d'autant que la création de cette confédération permettra certainement aux opérateurs du BTPH de «porter clairement leur voix», voire d'ambitionner à participer aux réunions tripartites (gouvernement-UGTA-patronat).

L'on laisse entendre à ce propos que c'est le Premier ministre qui aurait recommandé le regroupement des opérateurs dans une confédération pour pouvoir participer aux tripartites. Soit permettre à ces entrepreneurs, engagés dans une dynamique de mise à niveau et de professionnalisation et partenariat avec les pouvoirs publics, de formuler des propositions claires et pertinentes pour le développement du secteur du BTPH. Un secteur qui compte plus de 30 000 PME avec un effectif de 800 000 employés et qui reste porteur.

Certes, une situation de récession a été observée durant les deux dernières années. Néanmoins, Abdelmadjid Dennouni semble optimiste sur la reprise de l'activité depuis la fin de l'année 2001, voire durant les prochains mois. A charge cependant de valoriser les projets réels et structurants et d'en discuter avec les pouvoirs publics, observe le président de l'UGEA, convaincu que les compétences algériennes sont avérées. Il s'agit donc d'impliquer davantage et mieux l'outil national de réalisation, assurer l'accès équitable et loyal à la commande publique...

Mais aussi de développer la formation professionnelle et universitaire dans les métiers qualifiants, faciliter les conditions de recrutement notamment et assurer une meilleure régulation du marché des matériaux de construction. Et d'autant que la main-d'œuvre qualifiée reste encore déficitaire, le recours à l'expertise étrangère se poursuit même quand les compétences locales sont avérées. Comme des entreprises du BTPH peinent à recouvrer des créances importantes auprès de certains maîtres d'ouvrage, subissent un endettement fiscal et ne bénéficient pas des dispositifs de rééchelonnement bancaire. Mais aussi dans la mesure où le ciment «pose problème», selon le président de l'UGEA qui constate un déficit de l'ordre de 2,5 millions de tonnes pour ce matériau.

Estimant que le déficit entre l'offre et la demande encourage la hausse des prix et les pratiques spéculatives, Abdelmadjid Dennouni en appelle à adopter des «mécanismes économiques» en matière de régulation. Il s'agit d'aligner le prix du ciment sur celui du marché international. Mieux, réguler le marché de l'importation et éviter ainsi la spéculation.

Chérif Bennaceur